

La prospérité à partir de l'agrobusiness intelligent face au climat, avec et pour l'Afrique : Transformer les opportunités en actions

Conférence internationale en ligne 24 et 25 mai 2022

Introduction

Le changement climatique menace les économies africaines ainsi que les MPME dirigées par des femmes et des hommes le long des chaînes de valeur agricoles. Mais les agripreneur.euse.s NE portent PAS la responsabilité de cette menace ! Alors que l'Afrique subsaharienne représente moins de 4 % des émissions mondiales, elle ne reçoit que 5 % du financement total consacré au climat en dehors de l'OCDE. Bien que les émissions en Afrique soient faibles, il est urgent d'opérer une transition vers des technologies intelligentes sur le plan climatique afin d'exploiter le potentiel du secteur agricole et de s'adapter aux défis que le changement climatique pose à ce secteur et, partant, à la sécurité alimentaire. Des innovations et des investissements peuvent changer cette corrélation qui semble paradoxale et rendre l'agrobusiness africain - y compris l'agriculture - résilient et intelligent face au climat en s'appuyant sur les entrepreneur.euse.s africain.e.s et leurs organisations professionnelles avec, au centre, les MPME africaines des chaînes de valeur agro-industrielles.

L'Agri-Business Facility for Africa (ABF), l'Agence de Développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD) et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) ont estimé que ce constat était plus que suffisant pour justifier l'organisation d'une conférence virtuelle de deux jours. 47 intervenant.e.s de haut niveau issus de 34 organisations et entreprises d'Afrique, d'Asie, du Pacifique et des Caraïbes ont participé à des débats de haute volée autour de questions provocatrices, en se concentrant sur trois sujets brûlants : apprendre à penser hors des sentiers battus, le CO2 et la finance climatique, et l'action pour faire de l'agroalimentaire intelligent sur le plan climatique une réalité. La réunion avait pour but de galvaniser la réflexion et l'apprentissage du point de vue des praticien.ne.s sur les besoins en matière d'agrobusiness intelligent sur le plan climatique en Afrique. Le discours d'ouverture a souligné l'importance des effets néfastes du changement climatique sur l'agrobusiness, les systèmes agroalimentaires, les MPME et le continent africain dans son ensemble. Il a également souligné la pertinence du thème de la conférence, en particulier dans sa tentative d'envoyer un signal d'alarme aux États membres de l'UA pour qu'ils agissent.



Écran d'accès à la conférence en ligne



*M. Escipión J. Oliveira Gomez,
Secrétaire Général adjoint,
Transformation économique
structurelle et commerce au
Secrétariat de l'Organisation des États
d'Afrique, des Caraïbes et du
Pacifique (OEACP) et M. Amine Idriss
Adoum, Directeur DPCD, Agence de
Développement de l'Union Africaine
(AUDA-NEPAD)*

[Cliquez ici pour \(re\)vivre les moments forts de la conférence](#)

Les déclarations soulignent le rôle des MPME qui, individuellement, sont trop petites pour être prises en compte mais qui, collectivement, ne peuvent être négligées car elles peuvent assumer des rôles critiques d'atténuation et d'adaptation pour lutter contre le changement climatique. Les déclarations ont également souligné l'importance de l'identification des pratiques sensibles au changement climatique, de la communication et du partage du savoir-faire et des bonnes pratiques, ainsi que de la création d'un environnement politique propice à la capitalisation des connaissances, à la production de pratiques durables, à la création d'emplois et à la prise en compte du genre et de la jeunesse.



Mme Annemarie Matthes, Chef du programme Agribusiness Facility for Africa chez GIZ, Mme Sofie Blakstad, PDG de hiveonline et Mme Marie Joseph Medzeme Engama, Expert PROPAC (via PAFO)

L'agrobusiness intelligent face au climat, avec et pour l'Afrique : Les opportunités et les lacunes en résumé

1. La séquestration du carbone : L'Afrique dispose d'un énorme potentiel d'élimination des gaz à effet de serre (GES) : les possibilités vont du soutien financier par le biais d'ONG, d'organisations professionnelles et de partenariats public-privé à l'augmentation des rendements, de l'emploi, des revenus et, partant, de l'indépendance grâce à des projets de carbone agricole.

Les pays africains ont intérêt à comprendre les marchés du carbone, se familiariser avec leurs instruments d'échange de carbone, renforcer leurs capacités individuelles et institutionnelles et devenir des agents actifs dans le secteur en pleine croissance des marchés du carbone, avec des crédits carbone et une monétisation connexe soutenant des moyens de subsistance alternatifs et la durabilité. Cependant, le continent n'est actuellement pas bien positionné pour mettre en œuvre la séquestration du carbone et pour bénéficier des programmes de financement du carbone en raison des éléments suivants :

- Des manques dans l'accès aux technologies,
- des problèmes de propriété foncière,
- d'une mauvaise compréhension de la nature non tangible du marché du carbone,
- des processus longs et coûteux de participation à des programmes de séquestration du carbone, et
- des fluctuations du prix des équivalents carbone.

Nous remercions tous les contributeur.euse.s et tous les intervenant.e.s ! Vous avez rendu les résultats possibles.



Il est nécessaire de construire une industrie autour de la restauration des terres en soutenant les entrepreneurs.euses avec un accès au marché et les chambres de commerce afin qu'elles prennent des mesures pour créer une économie efficace de la restauration des terres et que les gouvernements établissent des politiques de soutien aux entrepreneurs.euses de la restauration des terres.



Écran d'accès à l'agenda et aux sessions

2. Les données – la nouvelle marchandise : Il est important de se concentrer sur la collecte de données et d'informations pour attirer des financements et les bons partenaires ! Les données sur les impacts, les rendements et le carbone séquestré (en tant que service) peuvent générer des bénéfices plus importants pour les MPME que les ventes de produits, car les données représentent une nouvelle marchandise. Par conséquent, mettre l'accent sur les zones rurales et leur accès à l'énergie et aux technologies peut conduire au financement de l'information et des données. Les données et les informations peuvent aider les investisseurs.euses, y compris les MPME, à évaluer les risques liés au climat, à voir les impacts de leurs investissements et à démontrer la preuve du concept : Les données sont une opportunité et une condition préalable, également pour l'agrobusiness climat-intelligent ! Pour transformer cette opportunité en succès, l'intégration régionale et les normes sont essentielles pour éviter les

silos (de données). Des subventions bien ciblées pourraient donner un coup de fouet à ces innovations liées aux données et à leur mise à l'échelle.



Salle d'entrée de la conférence

3. Le financement de l'agriculture : Le déficit de financement climatique pour l'agriculture à petite échelle est énorme : 10 milliards USD sont engagés chaque année, mais les besoins financiers totaux respectifs sont de l'ordre de centaines de milliards par an. Seulement 1,7 % du financement climatique mondial va à l'agriculture à petite échelle dans les pays en développement et seulement 17 % des obligations vertes - le principal véhicule de financement climatique - sont attribuées à l'agriculture.

L'agriculture africaine est donc gravement sous-financée, principalement dans trois domaines : Le financement à des fins productives, le financement de l'adaptation au changement climatique et le financement des émissions de gaz à effet de serre supprimées, réduites et évitées ! Les petits ou moyens prêts nécessaires ne sont pas accordés jusqu'à présent parce que les mécanismes financiers sont conçus dans des salles de conseil qui sont déconnectées des réalités sur le terrain. L'écart important entre les MPME et les financiers n'est donc pas surprenant.

La majeure partie du financement climatique provient du secteur public, le financement du secteur privé est généralement absent, et le financement est généralement orienté vers des projets plus importants et des tickets de plus grande taille. Il est donc nécessaire de renforcer les partenariats avec

les entités du secteur privé pour augmenter les investissements et les ressources dans certaines chaînes de valeur résilientes et sensibles au changement climatique. Pour s'améliorer, l'Afrique peut s'inspirer de l'Asie et mettre en œuvre une taxonomie commune, la promotion de garanties telles que les certificats de carbone, des incitations fiscales pour les institutions financières et la participation du secteur privé. En outre, il faut éviter le greenwashing en définissant des critères techniques clairs et en établissant des mécanismes de suivi transparents pour encourager les investissements dans le secteur. L'Afrique peut apprendre des Caraïbes sur l'utilisation des voies du Fonds vert pour le climat (GCF) pour créer des solutions potentielles sur le financement des petits projets, sur le développement de partenariats avec des organisations expérimentées pour améliorer la livraison et la mise en œuvre des projets liés au climat.

4. Des politiques mises en œuvre efficacement : Les bonnes politiques sont co-crées et pilotées avant d'être mises à l'échelle. Les politiques propices existent et doivent se concrétiser sur le terrain. Les politiques agricoles régionales et nationales en Afrique doivent tenir compte des nouvelles questions émergentes, par exemple en ce qui concerne une taxonomie commune pour la finance climatique, les normes dans l'agriculture, l'accès aux marchés financiers, les méthodes d'identification des entreprises rurales - non formelles - à travers leurs organisations, la promotion des petits exploitants et les droits (d'utilisation) des terres. Les chaînes de valeur locales et régionales ne doivent pas être négligées car elles sont essentielles pour assurer la sécurité alimentaire grâce aux investissements du secteur privé. Nous devons continuer à co-crée et à développer des outils et des instruments sur les politiques et les capacités qui sont nécessaires pour revitaliser l'agrobusiness climato-intelligent. En outre, une attention accrue doit être accordée à l'alignement des politiques

nationales pour favoriser l'accès au financement climatique.

5. Connaissances, compétences et institutions pour l'autonomisation : Dans l'ensemble, d'énormes besoins en matière de connaissances, de compétences et de capacités institutionnelles apparaissent. Les institutions nationales et régionales, les agences consultatives nationales et la coopération sont essentielles au renforcement des capacités et des compétences individuelles et institutionnelles pour la résilience des MPME et leur accès aux marchés et aux financements du carbone. Pour transformer les opportunités en impacts et en revenus, nous devons (i) réduire les coûts de transaction, (ii) renforcer les compétences et les institutions pour générer, agréger et échanger des données et (iii) améliorer l'atténuation des risques et l'accès aux assurances. L'accès aux infrastructures et à la méthodologie d'apprentissage sur l'agrobusiness climat-intelligent pour les formations pratiques telles que l'irrigation à petite échelle (à l'énergie solaire), l'agriculture de conservation et la collecte et la distribution de l'eau doit être assuré. En outre, les institutions de formation doivent continuer à adopter des approches visant à améliorer la compréhension des politiques et mesures liées au changement climatique afin de trouver des opportunités pour leurs diplômés. Ils ont également la possibilité de renforcer les liens existants entre les connaissances en matière d'agriculture intelligente face au climat et les investissements, d'où la nécessité de faire évoluer les mentalités des entrepreneurs.euses pour qu'ils investissent dans la connaissance. Le paysage des MPME ayant tendance à être fragmenté, les mesures visant à les aider à devenir plus visibles grâce à une identité numérique et financière, à mieux accéder au financement climatique, à surmonter les coûts de transaction et à développer de nouvelles compétences entrepreneuriales sont cruciales pour l'avenir.

Stand virtuel pour les partenaires et participants publics et privés présents, avec possibilité d'interactions en direct



La conférence s'achève : une action collective mondiale est nécessaire et possible – maintenant !

- Une action plus rapide en faveur de l'adaptation au changement climatique est possible et nécessaire. Il devient encore plus important de mettre l'accent sur les entrepreneurs.euses pour la restauration des terres afin de s'attaquer au problème des terres dégradées en Afrique.
- Nous devons promouvoir les femmes et les jeunes en tant qu'agent.e.s de changement décisifs. Nous devons développer des modèles de marché et d'entreprise viables, garantir l'accès au financement de l'adaptation au climat et de l'atténuation de ses effets pour les MPME, ainsi qu'un retour positif de ce financement, en nous appuyant sur des solutions de données holistiques et appartenant aux MPME.
- Nous devons donner aux organisations de producteurs.trices agricoles les moyens de prendre davantage le contrôle des chaînes de valeur et de développer des compétences pour des pratiques de production et de transformation résilientes. Des actions directes pour les coopératives et les producteurs.trices afin d'adapter les services dans le contexte du changement climatique sont nécessaires. Les MPME ne sont PAS trop petites pour être prises en compte, au contraire : nous devons faire davantage confiance aux entrepreneurs.euses africain.e.s qui sont des acteurs et actrices importants du changement climatique et nous devons les aider à accroître leur visibilité.
- Nous devons renforcer les institutions et la coopération qui est nécessaire pour développer les capacités et les compétences individuelles et institutionnelles dans différentes mesures. Des opportunités telles que le transfert de technologies, la transition/le passage à des technologies intelligentes du point de vue climatique et les énergies renouvelables jouent un rôle central pour l'Afrique.
- Enfin, l'AUDA-NEPAD, l'OEACP, la GIZ et les partenaires du développement ont l'occasion d'accroître de manière proactive et significative leurs efforts de façon coordonnée afin d'influencer et de soutenir les États membres de l'Union africaine pour qu'ils s'engagent dans la formulation / la révision et la mise en œuvre de programmes qui encouragent l'agrobusiness intelligent sur le plan climatique, abordent le financement lié au CO2 et autres et développent la traction nécessaire pour que l'agrobusiness intelligent sur le plan climatique devienne une réalité sur le continent.

[Cliquez ici pour \(re\)vivre les moments forts de la conférence](#)



Contactez-nous

AUDA-NEPAD : M. Mamadou Diakhite, Chef de la Division de la Durabilité Environnementale (ESD), AUDA-NEPAD, mamadouD@nepad.org

OACPS: M. Escipión J. Oliveira Gómez, Secrétaire Général adjoint, Transformation économique structurelle et commerce, OEACP, Escipion.Oliveira@acp.int

GIZ, ABF: Mme Annemarie Matthess, Chef du programme Agri-Business Facility for Africa chez GIZ, annemarie.matthess@giz.de ; veronika.kling@giz.de ; julika.stauber@giz.de